

EXTRAIT

N° 2023 - 092

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice

67

Présents

50

Votants

60

Dont 10 procurations

L'an deux mille vingt trois le : Jeudi 15 Juin à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la MJC de Châtillon en Bazois
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 8 Juin 2023

Etaient présents :

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHATEAU
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX,
Caroline MARCEAU,
Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD, Marie-Laure
PARMENTIER, Michel MULOT.
- **Charrin** : Serge CAILLOT, Hervé GARCON
- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE,
Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : /
- **Chouigny** : Chantal VACHERON Supplée Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD
- **Isenay** : Bernadette DOUSSOT Supplée Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : /
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Sylvie DELAVELLE, Olivier FAURE,

OBJET :

AGRICULTURE :

AIDE A L'IMMOBILIER

AGRICOLE



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 10/07/2023

Publié ou notifié
le : 10/07/2023

Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230615-2023_CC_92-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : /
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : /
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Bernard DUMONT Supplée Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 2 – M. Jean-Pierre FREGUIN à M. Serge CAILLOT
- 3 – M. Frédéric LEMOINE à M. David BONGARD
- 4 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 5 – M. Alain REININGER à M. Sébastien DESCREAUX
- 6 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 7 – Mme Florence CHANDIOUX à M. Olivier FAURE
- 8 – M. Thierry DESCOURS à Mme Jocelyne GUERIN
- 9 – M. Pascal GUERIN à M. Bernard LEBLANC
- 10 – M. Pascal PETIT à Mme Bernadette DOUSSOT

Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230615-2023_CC_92-DE



N° 2023 - 092

AGRICULTURE :

AIDE A L'IMMOBILIER AGRICOLE

Mme Marie-Claire RANVIER, Vice-Présidente en charge du développement économique, explique que jusqu'en 2022, la CCBLM intervenait, au cas par cas, sur l'immobilier d'entreprise en complément de subventions agricoles délivrées par la région. Sachant que la région ne prévoit pas d'intervention sur l'immobilier d'entreprise en 2023, la commission agriculture s'est prononcée en faveur d'un règlement d'aide à l'immobilier des projets agricoles, qui ne seraient pas éligibles à l'aide à l'immobilier d'entreprise.

Le projet de règlement est *en annexe*, il fixe l'attribution selon les termes suivants :

- 1 000 € HT minimum d'investissement
- Montant de la subvention : **40 % maximum du montant HT des investissements, plafonnée à 2 500 € par entreprise.**

Les projets suivants, qui ont sollicité l'aide financière de la CCBLM, entreraient dans le cadre de ce règlement :

- SICAFOME : courrier du 10 mars 2023 pour son projet de modernisation, montant demandé non spécifié
- CUMA des 2 Rivières : courrier du 19 avril 2023 pour son projet de mise à disposition gratuite de leur pont bascule de Moulins-Engilbert, montant demandé non spécifié

Le budget 2023 initial est 7 500 € (dont 2 500 € déjà votés en 2022 pour l'association Avenir), soit 5 000 € restant. Cette enveloppe serait augmentée de 5 000 € pour atteindre un total de 10 000 € en 2023 pour les aides à l'immobilier des projets agricoles, en prenant sur l'enveloppe des autres aides à l'immobilier.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le règlement d'aide à l'immobilier des projets agricoles tel qu'annexé et la nouvelle enveloppe 2023 dédiée (10 000 €).

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 15 Juin 2023**

**La Secrétaire de Séance,
Christine MASCARELLO.**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**



Règlement d'application de l'action d'aide à l'immobilier agricole

1. OBJECTIFS DE L'ACTION

Suite à la loi NOTRe, la Communauté de communes Bazois Loire Morvan (CCBLM) est compétente en matière de développement économique et d'immobilier d'entreprise. Cette dernière dédie une enveloppe budgétaire pour aider financièrement les établissements sur les investissements liés à l'immobilier d'entreprise. Le domaine agricole est une compétence facultative mais la CCBLM prévoit dans ses statuts des actions visant à favoriser le maintien et le développement des activités agricoles. C'est ce qu'elle fait depuis plusieurs années en aidant des projets agricoles souhaitant se développer et se diversifier, tout en apportant du dynamisme au territoire. A partir de 2023, la CCBLM souhaite continuer à appuyer les projets agricoles de demain, selon les conditions de ce règlement, et leur permettre de mener des investissements sur l'immobilier de leurs activités.

Les objets principaux de cette aide sont :

- La pérennité des projets agricoles sur le territoire, en lien avec le projet alimentaire territorial du Pays Nivernais Morvan
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
- L'adaptation face au changement climatique
- La mise aux normes des locaux commerciaux
- Développer et améliorer l'attractivité des entreprises et par extension du territoire

2. COMITE DE PILOTAGE

2.1. Rôle

Le comité de pilotage donne les orientations de l'opération et suit son déroulement. Il examine et donne un avis sur les demandes d'aides directes qui lui sont soumises.

2.2. Composition

- Les membres de la commission agriculture de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan, y compris la Vice-Présidente en charge de l'économie et de l'agriculture pour le compte de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan ou son représentant.

En cas de besoin et selon les sujets à l'ordre du jour, le comité pourra choisir d'inviter d'autres intervenants à participer à certaines de ses réunions pour y apporter leur expertise.

2.3. Fonctionnement

Le comité de pilotage est présidé par la Vice-Présidente en charge de l'économie et de l'agriculture pour le compte de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan ou son représentant.

Le calendrier des réunions sera fixé par la Communauté de communes Bazois Loire Morvan, en fonction des besoins liés aux dossiers de demande d'aides ou au suivi global de l'opération. Il se réunira au minimum une fois par semestre.

L'ordre du jour, les documents et les dossiers concernés seront adressés aux membres de la commission au moins 10 jours francs avant le comité de pilotage. L'attention des membres du comité de pilotage est appelée sur la confidentialité des débats.

Les décisions prises le sont de façon consensuelle et collégiale. S'il doit y avoir vote, les votes sont acquis à la majorité des membres et représentants présents. Dans le cas où le comité se réunit en nombre pair et sur une situation de partage des voix, celle du président ou de son représentant est prépondérante.

3. CRITERES D'ELIGIBILITE AUX AIDES A L'IMMOBILIER AGRICOLE

3.1. Les projets éligibles

- Projets de diversification agricole (hors énergies)
- Projets collectifs (hors énergies)

Ils doivent être implantés sur le territoire Bazois Loire Morvan et portés par des structures qui ne sont pas immatriculées au RCS.

Les porteurs de projet peuvent être propriétaires des murs ou détenteurs d'un bail locatif (dans ce dernier cas, une autorisation d'exécution des travaux signée par le propriétaire sera demandée).

3.2. Les projets inéligibles aux aides directes

- Les activités sylvicoles
- Les projets de diversification liés à la production d'énergie

Les projets ayant fait l'objet d'une aide les années précédents ne seront pas traités prioritairement dans un souci d'équité et de répartition des aides. Leurs demandes seront votées au dernier conseil communautaire de décembre 2023 dans la mesure où l'enveloppe budgétaire le permettra.

3.3. Les dépenses éligibles

La CCBLM étant compétente en matière d'immobilier d'entreprise, les investissements éligibles doivent porter sur de l'immobilier ou sur du mobilier immobilisé par destination.

Le programme d'investissement retenu devra être accompagné d'au moins un des engagements du porteur de projet dans les domaines suivants :

- **Les travaux dits de second œuvre et d'aménagement (liste non exhaustives) :**
 - Aménagement d'atelier de transformation
 - Aménagements divers
 - Plomberie/électricité/peinture/...
 - Huisseries
 - ...
- **L'accessibilité des locaux à tous les publics**
 - Mise aux normes des sanitaires,
 - Travaux permettant le passage des équipements des personnes à mobilité réduite,
 - Matériels immobilisés par destination dont l'objet est de répondre aux besoins des personnes à mobilité réduite,
- **Les équipements dédiés à la sécurisation des locaux contre les effractions**
 - les investissements concernant la sécurisation des locaux d'activité, de la façade et de la vitrine. (Système d'alarme, antivol, ...)
- **Les investissements liés à la modernisation des locaux d'activité et des équipements professionnels**
 - le mobilier immobilisé par destination,
 - les travaux visant à améliorer l'attractivité et l'accueil dans les locaux

Le matériel d'occasion est éligible sous réserve de la production de l'acte authentifiant la vente et d'une attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'a pas été subventionné à l'origine.

En cas d'auto-réhabilitation de travaux par l'entreprise, la subvention portera sur la fourniture des matériaux et non de la main d'œuvre. Tout en tenant compte du caractère éligible ou non des opérations effectuées par l'entreprise.

3.4. Les dépenses exclues des aides

- Le coût de la main-d'œuvre relative aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même,
- Les acquisitions réalisées en location par option d'achat (crédit-bail, leasing ...),
- L'acquisition d'un fonds de commerce, d'un local commercial ou d'un terrain pour construire des locaux d'activité,
- Les dépenses de construction, de gros œuvre (y compris les charpentes et couvertures),
- Les dépenses directement liées à un usage résidentiel,
- L'achat de matériels/outils/équipements non immobilisés par destination,
- L'investissement dit « immatériels »
- Les véhicules, roulant ou non

4. MODALITES DE FINANCEMENT DES PROJETS

L'aide est soumise au respect des plafonds communautaires et des réglementations nationales en fonction de la taille, de la localisation de l'entreprise et de la nature de l'investissement.

La subvention s'inscrira dans le régime d'aide des minimis. Pour rappel, ce régime plafonne le montant des aides publiques pour une entreprise à 200 000 euros sur une période de 3 ans.

1000 € HT minimum d'investissement.

Montant de la subvention

40 % maximum du montant HT des investissements, plafonnée à 2500 € par entreprise.

5. MODALITES DE DEMANDE DE LA SUBVENTION

Pour bénéficier d'une aide, une demande est adressée par le porteur de projet à la CCBLM.

Les dossiers seront étudiés par ordre de dépôt, pendant la durée de l'opération et, dans la limite de l'enveloppe financière établie par la CCBLM.

La demande de subvention devra être formulée par écrit selon le modèle établi par la CCBLM.

Elle doit contenir des pièces suivantes :

- ☐ Lettres de demande de subvention de la structure auprès de la CCBLM - *cf. modèle* -
- ☐ Dossier détaillé de présentation du projet - *cf. modèle* -
- ☐ Devis des investissements (pour le matériel d'occasion : acte authentifiant la vente et attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'avait pas été subventionné à l'origine).
- ☐ Accord de prêt bancaire (le cas échéant)
- ☐ Titre de propriété des locaux ou bail locatif (dans ce dernier cas, une autorisation d'exécution des travaux signée par le propriétaire sera demandée)
- ☐ Extrait de l'immatriculation au répertoire des métiers et/ou au registre du commerce et des sociétés ou Fiche SIRENE

- ☐ Statuts de la structure
- ☐ Liste des dirigeants de la structure
- ☐ RIB de la structure (compte professionnel)
- ☐ Deux dernières liasses fiscales, bilans et comptes de résultats des 2 derniers exercices clos,
- ☐ Comptes de résultats prévisionnels détaillés sur 1 exercice intégrant les évolutions liées à l'investissement subventionné (*Uniquement dans le cadre d'une création/reprise*)
- ☐ Attestation sur l'honneur précisant que le requérant est en situation régulière à l'égard de la réglementation fiscale et sociale (TVA, Impôts, MSA, ...) - *cf. modèle* -
- ☐ Attestation de non commencement des travaux - *cf. modèle* -
- ☐ Attestation relative aux subventions perçues par la structure durant les 3 dernières années - *cf. modèle* -
- ☐ Engagement du bénéficiaire à mentionner l'existence des aides des différents financeurs - *cf. modèle* -

La date limite de dépôt de dossier complet est le : **30/11/2023**. Lorsque le dossier est déposé avec l'ensemble de ces pièces jointes, la CCBLM transmet au demandeur un accusé de réception de dossier complet.

Cet accusé de réception ne vaut ni promesse, ni accord de subvention. Il permet l'examen de la demande par le comité de pilotage de l'opération et les partenaires financiers.

A compter de la date de réception du dossier complet, le demandeur a la possibilité d'engager ses investissements. Seuls les investissements postérieurs à cette date pourront être pris en compte pour le versement des subventions.

6. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION

La demande de subvention fait l'objet d'une présentation pour avis du comité de pilotage.

Après examen du dossier, la décision d'attribution de subvention fait l'objet d'une délibération en conseil communautaire. Cette décision est directement notifiée au porteur de projet par la Communauté de communes. Les demandes de subvention seront traitées jusqu'au dernier conseil communautaire de l'année 2023, celui-ci aura lieu au mois de décembre de cette même année.

Le versement de la subvention par la Communauté de communes est effectué sur présentation des factures acquittées (investissements correspondant au devis présentés dans le dossier de demande) et suite au contrôle de la réalisation des investissements ("service fait"). Ce contrôle est effectué par l'agent de développement de la Communauté de communes. Les factures et tous autres documents nécessaires à la finalisation du dossier pour le versement de la subvention, seront à transmettre au plus tard le 30/11/2024.

Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au(x) devis, la subvention sera calculée au prorata des dépenses réelles. Si le montant final dépasse l'investissement prévu initialement, la subvention ne pourra pas être revue à la hausse.

7. ENGAGEMENTS DU PROJET AIDE

Le projet qui bénéficie d'une subvention dans le cadre de l'opération collective s'engage à :

- présenter aux différents financeurs les factures acquittées correspondant aux investissements subventionnés avant le 30/11/2024.
- à mentionner le concours financier de la Communauté de communes, dans les documents d'information, les outils de communication ou les panneaux de chantier.

- donner accès à toutes les informations utiles sur l'opération aidée ainsi qu'aux données économiques, financières ou fiscales permettant d'évaluer les effets ou l'impact de l'opération sur une période de cinq ans,
- avertir la CCBLM en cas de transmission, cessation, modification d'activité.

8. PROCEDURE DE REVERSEMENT DE L'AIDE

La structure doit maintenir son activité, rester propriétaire de son fonds ou, dans le cas d'un bail, maintenir la location, pendant une période de 3 ans minimum après le versement de l'aide. Si une vente ou une cession de la structure est réalisée au cours de cette période, les financeurs pourront demander le reversement de l'aide accordée, au prorata de la partie non amortie.